

Short summary

Applicant and point of contact in Germany	Handicap International e.V. Leopoldstr. 236 80807 München international.de	Susanne Wesemann Geschäftsführerin swesemann@handicap- +49 (0)89 54 76 06 14
Donation quality seal (if applicable)	DZI Siegel	
Intended partnership / organizational structure	Organisation lead : Handicap International Partenaire opérationnel : ADEMA (ONG Haïtienne impliquée dans le développement local du bas Nord-Ouest depuis 2005)	

Project title (German)		
Project title (English)	Résilience face aux risques de catastrophes pour les populations les plus à risques dont les personnes handicapées.	
Country	Haïti	Region/Location : Nord-Ouest
Intended duration (usually 3 - 4 years)	01.07.2017 - 30.06.2020 36 mois	
Objective of the project	Contribuer à renforcer la résilience des institutions et des communautés à haut risque de catastrophes, avec une attention particulière aux groupes les plus à risques dont les personnes handicapées, en améliorant leurs moyens d'existence et en renforçant les mécanismes communautaires de réduction des risques de catastrophes	
Intended impacts and indicators	Impact	Indicator¹
	1. Des stratégies de résilience aux risques de catastrophes adaptées au contexte sont développées avec et pour les communautés	IOV 1.1 A la fin du projet, 90 % des plans d'urgence mis en œuvre dans 10 localités à haut risque des communes ciblées sont testés et prennent en compte les besoins spécifiques des groupes les plus à risque dont les personnes handicapées IOV 1.2 A la fin du projet, les 10 localités ciblées disposent d'un système d'alerte précoce efficace et inclusif pour les catastrophes majeures, adapté aux groupes les plus à risque. 1.3 A la fin du projet, 150 ménages parmi les plus à risque disposent d'un plan d'urgence familial inclusif 1.4 A la fin du projet, 80% des 10 localités identifiées avec les communautés ont réalisé des ouvrages de mitigation permettant de limiter les impacts négatifs des aléas naturels ainsi que l'aggravation de l'érosion des sols
	2. Les communautés et ménages les plus à risque améliorent et adaptent leur	IOV 2.1 A la fin du projet, 70% des agriculteurs/ éleveurs/ pêcheurs formés sur le projet appliquent les

¹ Indicators must be impact-oriented and "s.m.a.r.t" (s.m.a.r.t. = specific, short, measurable, accepted, achievable, realistic, relevant, timely/time-bound). Please see examples in Annex A.

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

	<p>résilience économique</p>	<p>nouvelles techniques de culture et d'élevage dans le respect des normes environnementales IOV 2.2 A la fin du projet, 60% des 400 ménages ciblés augmentent et diversifient leurs productions agricoles IOV 2.3. A la fin du projet, 80% des agriculteurs /éleveurs/ pêcheurs disposent d'un plan de préparation aux risques d'urgence familial qui incorpore la résilience des moyens d'existence (semences, outils, marchandises...).IOV 2.4 A la fin du projet, 60% des 150 ménages vulnérables les plus à risque ciblés par le projet augmentent leur capacité de résilience économique</p>
	<p>3. L'approche inclusive dans la gestion de risque de catastrophes est consolidée au sein du Système National de Gestion des Risques et des Désastres</p>	<p>IOV 3.1. A la fin du projet, 60% des outils d'éducation et de sensibilisation au public sur la gestion de risques de catastrophes validés par le Comité Thématique Education et Sensibilisation du Public (CTESP) prennent en compte l'inclusion des groupes les plus vulnérables. IOV 3.2. A la fin du projet, le nombre des OPH qui participent activement dans les comités de la Protection Civile a augmenté</p>
<p>Funding sectors of transitional development assistance (please state the percentage – in total 100%)</p>	<p>33% Food security</p>	<p>% (Re)integration of refugees or IPDs</p>
	<p>% Reconstruction of basic infrastructure</p>	<p>67% Disaster Risk Management</p>
<p>Target group and number of individuals / households / communities / institutions supported (estimate)</p>	<p>Groupes cibles directs (intermédiaires) – 477 personnes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Acteurs institutionnels du Système National de Gestion des Risques et des Désastres du niveau national au niveau communautaire : Direction de la Protection Civile (10 personnes), Bureau du Secrétariat d'Etat pour l'Intégration des Personnes Handicapées (15 personnes), Comité Départemental de GRD (15 personnes), 4 Centres Opérationnels d'Urgence Communaux (40 personnes), 6 Centres Opérationnels d'Urgence Locaux (60 personnes), 100 membres des Equipes d'Intervention Communautaires des 4 communes ciblées. - Les organisations de la société civile : 8 associations de petits producteurs (50 membres actifs/gestionnaires) des localités pilotes, 2 à 4 organisations de personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables (15 à 25 personnes), ADEMA (12 personnes) - 150 personnes des 150 ménages vulnérables (personnes handicapées, femmes cheffe de ménage avec enfants, personnes âgées isolées, personnes vivant dans l'extrême pauvreté), dont 50% de femmes. <p>Groupes cibles indirects (finaux)</p> <ul style="list-style-type: none"> - La population des 4 communes du bas Nord-Ouest, soit 253 097 personnes (dont 50% de femmes) 	

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

	<p>— Dont 150 ménages vulnérables (personnes handicapées, femmes cheffe de ménage avec enfants, personnes âgées isolées, personnes vivant dans l'extrême pauvreté), dont 50% de femmes.</p> <p>- Dont les membres de familles et les ménages des 150 personnes les plus vulnérables</p> <p>- Et 400 petits producteurs et commerçants, dont au moins 40% de femmes</p>
(Sub-)national partners and their involvement	<p>Au niveau national, la Direction de la Protection Civile facilite la coordination des acteurs clés et l'intégration de la dimension du handicap et d'autres facteurs de vulnérabilité à tous les échelons du Système National de GRD. Au niveau départemental, le Comité Départemental de GRD est le partenaire du renforcement opérationnel des structures communales et locales de GRD.</p> <p>La Direction Départementale de l'Agriculture du Nord-Ouest facilite la mise en œuvre des plans d'aménagements de bassins versants, la construction des infrastructures de rétention d'eau, et l'appui technique au développement de l'agriculture durable aux petits producteurs.</p> <p>Le Bureau du Secrétariat d'Etat pour l'Intégration des Personnes Handicapées s'engage à renforcer ses capacités pour participer activement au Système National de GRD et notamment dans le département du Nord-Ouest. Le bureau facilite la participation des Organisations de Personnes Handicapées dans le processus.</p>
Proposed exit and handover strategies	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcement des capacités et l'autonomisation des acteurs locaux de la GRD, d'abord au niveau communautaire, en s'assurant du soutien du niveau communal, départemental et national. Le projet n'engendre pas de dépendance financière pour les structures mises en place, ce qui facilite la fin du projet ; 2. Mise en lien des populations vulnérables du Bas Nord Ouest avec les institutions de micro-finance permettant à moyen terme une pérennité des circuits de financement ; 3. Mise en réseau des groupes de personnes vulnérables avec les organisations de personnes handicapées ou d'autres groupes vulnérables (associations de femmes); 4. Collecte d'information sur la situation des groupes vulnérables pour permettre à HI de formuler de nouveaux projets et répondre aux priorités identifiées (santé, éducation, insertion sociale et économique, etc.) ; 5. Communication sur l'analyse de la situation quant à la gestion des risques, à l'état des ressources naturelles, et à la préservation des écosystèmes aux autorités et aux agences œuvrant dans ces domaines.

DAC Purpose Codes: Sector Classification

74010	Please fill in the appropriate code (see table below). Applicants must select only <u>one</u> code which must correspond to the funding sector classification on page 1.	
52010	Developmental food aid/Food security assistance	Integrated Food Security and Nutrition Programs (IFSNP); Food Crisis Prevention Programs (FCPP); Food Security Policy Advice (FP); Supply of edible human food under national or international programs including transport and distribution costs as well as accompanying activities; cash payments made for food supplies; project food aid and food aid for market sales when benefiting sector not specified [excludes emergency food aid: 72040].
73010	Reconstruction relief and rehabilitation	Short-term reconstruction work after emergency or conflict limited to restoring pre-existing infrastructure (e.g. repair or construction of roads, bridges and ports, restoration of essential facilities, such as water and sanitation, shelter, health care services); social and economic rehabilitation in the aftermath of emergencies to facilitate transition and enable populations to return to their previous livelihood or develop a new livelihood in the wake of an emergency situation (e.g. trauma counselling and treatment, employment programs).
74010	Disaster prevention and preparedness	Disaster risk reduction activities (e.g. developing knowledge, natural risks cartography, legal norms for construction); early warning systems; emergency contingency stocks and contingency planning including preparations for forced displacement.

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

DAC and BMZ Markers

Please use the table below to indicate which level of relevance (0 = not targeted by the project, 1 = significant objective, 2 = principal objective) the project has in terms of the respective objectives. Please indicate at least one principal objective (marker 2).

	Marker
GE (Gender equality)	0
EP (Environmental protection and resource conservation)	1
PD/GG (Participatory development/good governance)	1
PS (Peace and security)	2
RD (Rural development and food security)	2
PO (Poverty orientation)	1
TD (Trade development)	0
CLR (Climate change, reduction of greenhouse gases)	0
ACC (Adaptation to climate change)	1
BDC (Biodiversity convention)	0
DES (Combating desertification)	0

Does the project include an educational component?	No
Does the project use cash transfers?	Yes
Are the transfers conditional or unconditional? ²	<i>Unconditional</i>
What is the transfer value per beneficiary in EUR?	170 €
What is the overall intended transfer volume in EUR?	25.500 €
Please indicate the number of people who are targeted and specify the target group	150 personnes les plus vulnérables

Financing

Total budget (estimate)	EUR 1.8 million	
Proposed financing plan (please also use the attached financing schedule (Annex 2.1))	2017: 337 068 2018: 708 486 2019: 559 834 2020: 194 612 Total 1 800 000	EUR 0.337068 million EUR 0.708486 million EUR 0.559834 million EUR 0.194612 million EUR 1.8 million
Funding from other BMZ divisions or the German MoFA		

Important!

Applicants applying for BMZ funds (departmental budget 23) for the first time must submit the following documents and information. All documents shall be submitted together with the first application:

- Charter, description of the institution's objectives, proof of its non-profit status
- Proof of the institution's donation quality seal
- Annual reports from the previous three years

² Conditional transfer payments include for example cash/vouchers for work, cash/vouchers for training, vouchers for health but also electronic modalities such as e-vouchers, e-cards, mobile banking etc.

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

- Financial capacity with details on the organization's own financial resources and, if applicable, public and other available funds, staff capacities, overview of positions
- Number of employees and volunteers
- Information on previous development cooperation activities pertaining to transitional development assistance that were carried out continuously and independently or, if applicable, together with implementing partners in developing countries, at home or abroad over the last three years or more
- as well as contact persons or institutions at home and abroad.
- For individual cases, if applicable, the organization can submit proof of its relevant experience in "humanitarian aid" in connection to the German MoFA.

The above section does not apply to applicants who have already worked with the BMZ in this aid sector, i.e. only their name and address need to be included. In case of changes, however, the applicant must submit new documents out of his own initiative. Every application needs to include information on how the technical review, evaluation, implementation and management of the proposed project will be ensured.

Notes on the template

The text part of the application must not be longer than 20 pages in total. Use Arial, font size 10 and a line spacing of 1.15.

The bullet points below are intended as a guidance and can be deleted when filling out the template. Please also note the details provided in the attached fact sheet.

The application must first be submitted in electronic form. The BMZ will review the documents and then ask for the original copy in paper.

1. Description of the project

1.1. Project objective and rationale

1.1.1. Description of the initial situation

Le département du Nord-Ouest est très exposé aux aléas hydrométéorologiques, en plus du risque sismique. 90% des communes sont à risque d'inondation soit par les eaux de pluie, soit par la montée du niveau de la mer, 50% à risque d'éboulement/glissement de terrain, 40% sous l'influence de sécheresse chronique, 80% à risque de tsunami et 100% à risque sismique (OCHA, 2014). La zone du bas Nord-Ouest est composée de 4 communes : Jean Rabel, Môle Saint Nicolas, Bombardopolis, Baie de Henne, avec une population estimée à 223 340 habitants (IHSI, 2009). Elle est caractérisée par l'insuffisance et la mauvaise répartition temporelle de la pluviométrie au cours de l'année. La succession des chocs climatiques (tempêtes tropicales, ouragans, sécheresse) a un impact négatif sur les productions agricoles traditionnelles et crée une situation d'insécurité alimentaire récurrente pour 43% de la population du département du Nord-Ouest (CNSA, 2013), contre 30% au niveau national. 23% des enfants (6-59 mois) souffrent de malnutrition chronique (CNSA, 2013) et 56% sont atteints d'anémie (EMMUS V, 2012).

Les 4 communes sont particulièrement enclavées dû au manque d'infrastructures routières. Les services de base, notamment de santé y sont très faibles en quantité et en qualité. Seule 62% de la population dispose d'une source d'eau améliorée (prise d'eau ménagère, réservoir public au sol, puits, source, puits protégé ou des eaux pluviales collectées). 60% de la population n'a pas accès à l'électricité, à part les familles équipées de panneaux solaires installés par l'ONG locale ADEMA³. Jusqu'à présent, ces quatre communes ont peu bénéficié de soutien d'aide au développement, plutôt concentré sur le Haut Nord-Ouest. La région manque de travaux de mitigation notamment la protection des versants, le curage des drains et des ravines et la stabilisation des berges des rivières, comme le notait OCHA déjà en 2014. La forte déforestation a accentué les risques de ravinement et l'impact des sécheresses dans les zones les plus habitées.

Le niveau de préparation aux désastres et de gestion des risques est un des plus faibles de l'île. Selon OCHA, les ressources humaines pour la gestion des crises y sont insuffisantes. Une évaluation rapide de HI en avril 2017 a confirmé que le Système Départemental de Gestion des Risques et des Désastres (SDGRD) n'est pas déployé jusqu'à l'échelon local : il existe des Centres d'Opération d'Urgence Communal (COUC) mais les Centres d'Opération d'Urgence Local (COUL) sont incomplets et peu formés. Le Comité Départemental de Gestion des Risques et des Désastres (CDGRD) manque de moyens de déplacement pour assurer pleinement son rôle d'accompagnement des communautés. De plus, il n'a pas connaissance de méthodes inclusives ciblant efficacement les populations présentant différentes vulnérabilités (liées au genre, au handicap, à la famille nombreuse, aux personnes à charge, à la précarité, à l'isolement, à l'exclusion sociale, etc.) qui les exposent davantage aux risques. Les Comités Communaux de la Protection Civile (CCPC) et les Comités Locaux de la Protection Civile (CLPC) en place manquent d'appui et de renforcement de capacités. Les administrations des sections communales et les maires des communes ont pris leur poste récemment et ne sont pas aujourd'hui en capacité de soutenir la Gestion des Risques et des Désastres (GRD). Le secteur de la préparation à la GRD manque de partenaires et de financement quand beaucoup de financement sont tournés vers la réponse à l'urgence.

Les groupes cibles finaux du projet sont les populations des 4 communes, dont les personnes les plus vulnérables, y compris les personnes en situation de handicap. Dans cette zone très rurale, ces

³ Source : blog Chimen Devlopman

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

populations vivent essentiellement d'une économie de subsistance basée sur l'agriculture, la pêche, l'élevage et la production du charbon de bois ou de cactus amplifiant le phénomène de déboisement. Ces activités économiques sont vulnérables aux aléas et aux changements climatiques, et leur développement est limité par la faiblesse du réseau routier et des moyens de transports. Ces activités économiques emploient des méthodes de production traditionnelles qui ont un impact négatif sur les écosystèmes dont la résilience est affectée. Les pêcheurs et les éleveurs ont perdu une partie de leur moyen de production (bateaux / caprins) lors de l'ouragan Matthew en 2016. La population n'a pas bien compris les messages d'alerte et n'a pas réussi à se préparer suffisamment pour protéger leurs biens. Ces zones rurales connaissent un exode des jeunes vers les centres urbains d'autres départements. Les personnes les plus vulnérables, comme les personnes en situation de handicap, sont isolées et sont peu ou pas représentées par les organisations de la société civile.

Le projet vise à renforcer la Gestion des Risques et Désastres (GRD) et la rendre inclusive pour les populations vulnérables dans les 4 communes de Jean Rabel, le Môle Saint Nicolas, Bombardopolis et Baie de Henne, et en particulier sur 6 sections communales qui nécessitent le plus de renforcement de capacités. Le projet ciblera 10 localités pilotes dans les communes de Bombardopolis et Môle Saint Nicolas pour améliorer les moyens de subsistance et la résilience économique des populations vulnérables. D'autres acteurs (Agro Action Allemande (AAA) et Action Contre la Faim (ACF)) sont déjà présents sur les deux autres communes, HI et ADEMA travailleront en synergie avec eux. Les leçons apprises du projet et des initiatives précédentes dans le Sud-Est permettront de renforcer les capacités de la Direction de la Protection Civile (DPC) au niveau national à intégrer les populations vulnérables dans le SDGRD.

1.1.2. Target group

Les **Groupes cibles directs** sont les acteurs institutionnels du Système National de Gestion des Risques et des Désastres (SNGRD) du niveau national jusqu'au niveau communautaire, et les acteurs de la société civile oeuvrant à l'autonomisation, la protection et la résilience des communautés et des ménages :

Au niveau national :

- La Direction de la Protection Civile (DPC), soit 10 personnes, au niveau de la centrale nationale par le renforcement de leur capacité à intégrer les groupes vulnérables dans le SDGRD ;
- Le Bureau du Secrétariat d'Etat pour l'Intégration des Personnes Handicapées (BSEIPH), soit 15 personnes, par le renforcement de leur capacité à participer au SNGRD et à veiller à la prise en compte du handicap aux différents échelons du SNGRD.

Au niveau départemental :

- Le CDGRD (soit 15 personnes) au niveau du département du Nord-Ouest par l'appui au déploiement du SDGRD et de dispositifs communautaires dans les 4 communes ciblées

Au niveau des 4 communes ciblées :

- 4 COUC (soit 40 personnes) par le renforcement de leur capacité et leur opérationnalisation

Au niveau des localités / communautés :

- 6 COUL (soit 60 personnes) par le renforcement de leur capacité et leur opérationnalisation ;
- 100 membres des Equipes d'Intervention Communautaires (EIC) des 4 communes ciblées par le développement de leur capacité et leur intégration au sein du SDGRD. Ces personnes peuvent également appartenir au réseau de la Croix Rouge Haïtienne.

Les organisations de la société civile :

- 8 associations de petits producteurs (soit 50 membres actifs/gestionnaires) des localités pilotes ;
- les OPH (soit 25 personnes), par le renforcement de leur capacité à participer au SDGRD et à veiller à la prise en compte du handicap aux différents échelons du SDGRD ;
- ADEMA (soit 12 personnes), partenaire opérationnel, par le renforcement de leurs capacités à mieux répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables, dont les personnes en situation de handicap, et à davantage prendre en compte la gestion des risques et l'amélioration de la résilience des populations à long terme par la mobilisation communautaire.

Des personnes de plus vulnérables :

- Les chef/fe de famille de 150 ménages vulnérables les plus à risques (personnes handicapées, femmes cheffe de ménage avec enfants, personnes âgées isolées, personnes vivant dans

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

l'extrême pauvreté), dont au moins 50% de femmes, dans 10 localités pilotes, par l'amélioration de leur résilience, dont la résilience économique. Du fait de la précarité et des limitations qu'ils rencontrent à développer leurs activités économiques (leur capacité de travail peut être réduite à cause d'un manque d'accès à des soins de santé, de réadaptation, d'une contrainte de déplacement dû au handicap ou à de nombreuses personnes à charge), ces ménages résident et travaillent dans des zones davantage exposées aux risques et entretiennent des activités souvent peu rentables et fragiles, sans avoir d'autres options. Ces ménages ont un niveau d'éducation plus faible que la moyenne et un faible réseau social. Ils rencontrent plus de difficultés pour comprendre les options, les opportunités et les services qui pourraient améliorer leurs conditions de vie et leur autonomie.

Groupes cibles indirects :

- La population du Bas Nord-Ouest, soit 253 097 personnes (50% de femmes), dont 53% ont moins de 18 ans : par l'amélioration de la connaissance à se préparer aux désastres pour réduire les risques et par le renforcement institutionnel et opérationnel du SDGRD.
- les membres de familles et les ménages des 150 personnes de plus vulnérables par le renforcement des activités économiques...
- 400 petits producteurs et commerçants, dont 40% de femmes, de 10 localités pilotes les plus à risque, par l'amélioration de leur résilience économique. Ces producteurs (pêcheurs, éleveurs, agriculteurs et commerçants (en grande majorité des femmes pour le commerce du poisson) ont des faibles revenus qui ne permettent pas d'investir dans des moyens de productions plus rentables ou d'améliorer significativement leurs conditions de vie. Ces producteurs et commerçants peuvent basculer dans la grande pauvreté ou être contraints à migrer vers les villes quand l'activité économique devient trop faible et déficitaire ou lorsqu'ils perdent leurs moyens de production ou leur stock ou quand leur capacité de travail devient limité suite à un accident ou une catastrophe et un manque de soin.

La sélection des groupes cibles sera affinée en discussion avec la DPC et le CDGRD du Nord-Ouest. Elle correspond à la logique d'intervention de HI qui a été expérimentée avec succès dans la région Sud-Est grâce au précédent financement de BMZ et qui se caractérise par un renforcement des capacités à tous les échelons du SDGRG. La mobilisation communautaire est une des forces de l'approche et s'appuie sur les acteurs incontournables du système GRD que sont les COUC, les COUL et les EIC. Les zones pilotes seront confirmées au lancement du projet suite à des rencontres avec les représentants des 4 communes. Les organisations de la société civile, notamment les associations locales de petits producteurs, ont été présélectionnées de commun accord avec ADEMA suite à des rencontres. De plus, c'est ADEMA qui a soutenu l'émergence de ces groupes et elle connaît donc les capacités et les limites de ces organisations. Des consultations pluri-acteurs sur zone ont permis de définir les priorités en termes de renforcement de capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques. Les besoins seront affinés lors des diagnostics participatifs en début de projet.

L'octroi d'appuis techniques et financiers aux associations de petits producteurs pourraient générer des tensions entre leurs membres. Ces associations allouent des crédits à leurs membres sur des critères peu clairs. Les choix de bénéficiaires et de montants peuvent être perçus comme partiels. La gestion des conflits repose d'une part sur la mise en place d'une approche plus transparente et plus participative de l'appui à ces associations, et d'autre part en dissociant l'activité d'octroi de crédit qui sera directement gérée par l'institution de micro-finance qui alloue les fonds aux associations. Les informations sur les conditions d'accès aux crédits seront expliquées en langage simple et accessible aux personnes avec différentes capacités de compréhension.

1.1.3. Target hierarchy

Le projet vise à renforcer la résilience des institutions et des communautés à haut risque de catastrophes, avec une attention particulière aux groupes les plus à risques dont les personnes handicapées. Plus spécifiquement, l'objectif du projet est de renforcer les mécanismes de réduction des risques de catastrophes au niveau communautaire et d'améliorer la résilience économique des ménages des localités les plus exposées aux aléas et aux changements climatiques du Bas Nord-Ouest. Ces

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

mécanismes de réduction des risques devront préparer les populations aux futurs événements climatiques et sismiques de manière à sauver des vies et protéger les biens et les moyens de subsistance. La préparation inclut l'adaptation aux changements climatiques et des conditions de production, ainsi qu'une gestion raisonnée des ressources naturelles et la préservation des écosystèmes.

Les changements sont attendus à plusieurs niveaux :

- Au niveau du système de Gestion des Risques et des Désastres, le renforcement des capacités des centres opérationnels d'urgence aux échelons départementaux et communaux en terme de gestion et d'inclusion des populations les plus vulnérables, dont les personnes handicapées, permettront de porter assistance à la population des 4 communes, soit 253 097 personnes. Le dispositif opérationnel sera complété par la mise en place de dispositifs communautaires (Equipes d'Intervention Communautaire). Au total, au moins 200 personnes, membres des centres opérationnels d'urgence et bénévoles, seront mobilisées et formées pour assurer les fonctions de préparation, d'alerte et d'assistance à chaque échelon du système opérationnel. Il est ainsi attendu que 90% de la population, dont 50% de femmes et les personnes issues des groupes vulnérables (soit environ 15% de la population) reçoivent les messages d'alerte, et que 90% des personnes issues des groupes vulnérables reçoivent une aide spécifique lors des SIMEX dans les 10 localités les plus à risque, ciblées par le projet.
- Au niveau de la population générale, il est attendu qu'au moins 80% de la population améliorent leur connaissance des moyens de réduction des risques et d'amélioration de la résilience familiale et communautaire.
- Au niveau des 10 localités les plus à risque, la résilience économique des communautés et des ménages s'améliorent, selon l'indice de résilience créé par HI (2016), passant à un niveau de résilience avec au moins une capacité à absorber des chocs d'intensité moyenne.

Le niveau de résilience va s'inscrire selon les 5 axes suivants :

1. Viabilité des activités économiques (Diversité des activités économiques du foyer, Stabilité et contrôle sur l'activité principale, Revenu suffisant, Bonne gestion financière, Sécurité et capacité de travail des personnes)
2. Capacité sociale et institutionnelle (Adhésion à des réseaux sociaux, Participation à la gouvernance)
3. Intégrité du milieu naturel et sensibilisation aux risques
4. Potentiel d'innovation
5. Accès aux moyens de contingence et à l'appui externe

Pour cela, le projet va produire trois résultats principaux :

1. Des stratégies de résilience aux risques de catastrophes seront développées avec et pour les communautés, en les adaptant au contexte. Ces stratégies incluront : (i) le renforcement des capacités humaines à réduire les risques, gérer l'urgence et l'assistance, y compris pour les personnes les plus vulnérables ; (ii) l'empowerment et le renforcement de la connaissance de la population sur les risques et les comportements à adopter en cas de catastrophes ; (iii) les travaux de mitigation des risques au niveau communautaire.

2. L'amélioration de la résilience économique des communautés et des ménages les plus à risque par l'adaptation des pratiques de production et de gestion, la protection des moyens de subsistance et le renforcement de structures locales solidaires (associations de petits producteurs).

3. Une consolidation de l'approche inclusive dans la gestion des risques et de désastres au sein du Système National de Gestion des Risques et des Désastres, par le partage d'expériences réussies dans la région du Sud-Est et une plus forte implication des organisations de personnes handicapées et du BSEIPH.

Les impacts recherchés s'inscrivent pour 67% dans le secteur de la Préparation aux Désastres avec les résultats 1 et 3, et pour 33% dans le secteur de la Sécurité Alimentaire avec le résultat 2.

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

Les impacts seront également recherchés pour les secteurs suivants :

- En termes de mobilisation sociale et de la promotion de nouvelles formes de solidarité, le projet vise à renforcer les capacités des communautés (empowerment) à développer les mécanismes de réduction des risques et de réaction collective en cas de catastrophes, notamment avec l'engagement de bénévoles dans chaque localité et/ou le renforcement des bénévoles de la Croix Rouge Haïtienne. En appuyant les associations de petits producteurs à gérer des fonds de solidarité et des initiatives collectives, le projet promeut la coopération et l'entraide entre producteurs.
- La coopération entre pouvoirs publics, société civile et les acteurs privés est un des principes d'intervention. Cette coopération sera valorisée pour compléter et rendre opérationnel le système de gestion des risques et des désastres de l'échelon national jusqu'à l'échelon communautaire. Les associations locales jouent le rôle de mobilisation sociale et de relais à l'échelon communautaire.
- Les priorités, les contraintes et les droits des femmes, des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées seront pris en compte par les acteurs de la GRD pour en assurer la participation dans les mécanismes communautaires de GRD et l'amélioration de la résilience économique de leurs ménages.
- En permettant aux communautés, y compris les personnes les plus vulnérables, de réduire l'impact des catastrophes naturelles et de s'adapter aux changements climatiques et ainsi réduire l'insécurité alimentaire, le projet contribue aux ODD1 (éradication de la pauvreté), ODD2 (lutter contre la faim), ODD10 (réduction des inégalités) et ODD13 (lutte contre le changement climatique).

1.1.4. The project's contribution to the strengthening of resilience

Le projet vise à rendre les communautés plus résilientes face aux catastrophes naturelles (aléas sismiques et climatiques), face aux changements climatiques à plus long terme affectant les conditions de production et d'accès à l'eau, mais aussi face à d'éventuels chocs économiques et de troubles politiques en rendant les communautés davantage autonomes tout en réduisant leur isolement. HI et ADEMA travailleront à renforcer la résilience à 3 niveaux :

- Au niveau individuel / ménage, en améliorant la compréhension des risques, des tendances climatiques, et des conditions de production et de marché, en promouvant de nouvelles techniques de production et de gestion et la diversification de l'activité ;
- Au niveau communautaire en créant davantage de liens et de dynamiques intra-communautaires et inter-communautés, en soutenant la structuration d'organisations locales des petits producteurs et commerçants, en promouvant les mécanismes de solidarité, d'entraide et d'inclusion des personnes vulnérables, dont les personnes handicapées, la protection des écosystèmes, et en favorisant l'économie circulaire ;
- Au niveau institutionnel, en contribuant à compléter le dispositif de GRD et à le rendre davantage opérationnel, et en renforçant les capacités des décideurs et des personnes en charge par l'échange d'expérience, notamment sur l'inclusion des plus vulnérables.

1.2. Project structure

1.2.1. Type of project and proposed activities

Notre stratégie d'intervention GRDI (qualité mise en avant lors de l'évaluation externe du précédent projet BMZ) se base sur un ancrage et une participation communautaire importante demandant de la formation, des ateliers et un accompagnement régulier des communautés. Notre expérience sur le précédent projet (Sud EST - BMZ) a démontré que cela exige une période de 6 mois d'accompagnement par localité (formation, mise en place du SAP, des PUF, etc...).

Activités liées au résultat 1 : Des stratégies de résilience aux risques de catastrophes adaptées au contexte sont développées avec et pour les communautés.

R1A1: Mise en œuvre d'une enquête CAP (Connaissance-Attitude-Pratique) pour mesurer le niveau de connaissance et identifier les attitudes et les pratiques des communautés en matière de préparation aux catastrophes et l'inclusion des groupes les plus à risques dont les personnes handicapées. L'enquête

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

sera menée par sondage sur la zone du projet parmi les différents groupes socioéconomiques et selon une méthodologie définie entre HI et ADEMA. Les informations recueillies permettront de cibler les interventions sur les points faibles, de s'appuyer sur les capacités existantes et de mobiliser les acteurs institutionnels sur les priorités. Elles constitueront également une baseline pour mesurer l'impact du projet. HI introduira la technologie i-data avec l'utilisation de tablettes pour recueillir les données rapidement tout en évitant les erreurs et les biais.

R1A2: Elaboration participative avec les acteurs de la zone d'une évaluation inclusive des vulnérabilités et des capacités (EVC) au niveau des communautés et élaboration des plans communautaires de Réduction des Risques. Suite à l'identification des 10 localités les plus à risque, il s'agira de mobiliser des volontaires en créant ou ré-activant les Equipes d'Intervention Communautaires (EIC), ainsi que les volontaires de la CRH, pour assurer un processus réellement participatif. L'EVC est une méthodologie participative qui a pour but de connaître le niveau de risque d'une localité. Elle constitue un temps clé de mobilisation communautaire et un espace d'échange et d'apprentissage collectif. Pendant 5 jours, l'équipe projet facilite différentes activités et utilise plusieurs outils pour collecter et analyser des informations avec l'EIC et les volontaires CRH et PC : Analyse du contexte de la localité, Profil historique, Carte de visualisation historique, Calendrier saisonnier, Cartographie des risques (aléas, vulnérabilités et capacités), Cartographie des ménages par type de vulnérabilité avec une attention particulière pour les groupes les plus à risques, Evaluation des capacités et organisations de la localité, Diagramme de Venn, Tableau de problèmes, causes et effets. Ces outils permettront de définir des plans de Réduction des Risques Communautaires identifiant les familles et les biens à protéger (bâtiments, semences, animaux d'élevage, barques, stockages, ...) par localité.

R1A3: Appui aux EIC et à la Protection Civile dans l'élaboration de plans d'urgence communautaires inclusifs, au renforcement des systèmes d'alerte précoce communautaires inclusifs et au renforcement des capacités de réponse. Un auto-diagnostic du CDGRD permettra l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités des différents échelons du CDGRD (départemental, communal, local). Le plan comprendra l'appui au fonctionnement du CDGRD, la formation de 40 personnes - membres des COUC des 4 communes, de 60 personnes - membres des COUL de 6 sections communales, et de 100 volontaires des EIC et de la CRH. Un premier cycle de formation portera sur les premiers soins, la recherche, le sauvetage et l'évacuation. Un deuxième cycle de formation et d'accompagnement portera sur l'élaboration des Systèmes d'Alerte Précoce et des Plans d'Urgence de la Localité, avec une attention particulière au caractère inclusif des systèmes et des plans. Des exercices de simulation (SIMEX) seront menés pour évaluer la pertinence, l'efficacité et le degré d'inclusion des systèmes et des plans élaborés.

R1A4 : Appui aux EIC, à la Protection Civile et la CRH dans l'accompagnement des familles les plus à risque à la mise en place des plans d'urgence familiaux incluant la protection des biens de subsistance. Les membres des EIC, de la PC et des bénévoles de la CRH seront formés pendant 3 jours sur la méthodologie des plans d'urgence familiaux, puis soutenus dans l'élaboration personnalisée des plans avec les ménages les plus vulnérables (150). Ces plans permettent de prendre des mesures pour protéger tous les membres de la famille et les moyens de subsistance, et d'établir des consignes d'évacuation claires en identifiant les personnes ressources de la communauté qui aideront les personnes qui ont des difficultés à comprendre les situations, à prendre des décisions ou à se déplacer.

R1A5: Campagnes de sensibilisation inclusive au niveau communautaire sur la réduction des risques et les enjeux identifiés grâce à l'enquête CAP (HI)

Des ateliers participatifs avec les partenaires du projet, dont les organisations représentant les groupes vulnérables, permettront de définir les messages prioritaires (en fonction des résultats de l'enquête CAP), les modalités de communication et un plan de mise en œuvre des campagnes de sensibilisation. Les acteurs seront ensuite soutenus dans la mise en œuvre des campagnes dans les zones du projet pour l'ensemble de la population, en s'assurant de l'accessibilité des messages pour les groupes les plus à risque, dont les personnes handicapées.

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

R1A6 : Mise en œuvre d'ouvrages de mitigation avec les communautés pour limiter les impacts négatifs des aléas sur les communautés à haut risque de catastrophes et améliorer la disponibilité en eau et la protection des sols (ADEMA). Sur la base des plans de Réduction de Risques communautaires découlant des EVC et suite à l'identification des familles vulnérables les plus à risque, des visites d'étude regroupant des experts, des représentants des centres opérationnels et des communautés permettront de cibler des travaux de mitigation de façon à réduire les risques les plus importants. Les travaux seront classifiés par nature de façon à déterminer les rôles et responsabilités et le degré de soutien externe nécessaire à la réalisation des travaux : travaux pouvant être mis en place et entretenus par la communauté (avec un soutien organisationnel de l'équipe projet au départ); travaux nécessitant un soutien financier correspondant aux moyens disponibles du projet ; travaux de plus grande envergure nécessitant un soutien des autorités. ADEMA soutiendra la réalisation d'aménagements au niveau des familles vulnérables les plus à risque (ex : citernes, bassin de rétention d'eau, renforcement des abris et des stockages, etc.), et au niveau des localités par l'aménagement de deux bassins versants avec l'appui d'ingénieurs qualifiés.

Le département du Bas Nord-Ouest en Haiti est un département particulièrement aride et une zone présentant une vulnérabilité importante à la sécheresse. Concernant les travaux de mitigation, plusieurs dispositifs seront mis en place selon les besoins identifiés et répondant à plusieurs niveaux de vulnérabilités :

1. Construction de citerne familiale

Ces citernes seront faites en blocs parpaings ou roches maçonnées qui seront réalisées par des maçons haïtiens. Ceux-ci seront donc recrutés au niveau local permettant ainsi des retombées économiques sur la zone. Ces citernes de 12 m³ seront remplies par récupération des eaux de pluies venant des toits en tôle des maisons. Les familles seront choisies selon le niveau de vulnérabilité. Ces citernes ont une durabilité de 15 à 20 ans et ne demandent qu'un nettoyage régulier (annuel) de l'intérieur dont la famille peut se charger facilement. Les gouttières de récupération des eaux de pluies demandent simplement un suivi et un nettoyage régulier (annuel) et ont une durabilité d'une dizaine d'années.

2. Construction de bassins de rétention

Selon les besoins et diagnostics identifiés (notamment au niveau des poches d'élevage), des bassins de rétention d'eau seront creusés pour un usage destiné à l'élevage, au maraichage ainsi que pour les besoins domestiques. Ces ouvrages seront financés par le projet et ont une durabilité de plusieurs dizaines d'années. L'entretien sera fait régulièrement (selon les besoins) par la communauté. Cet entretien est non coûteux (il faut vider les sédiments, pierres, feuilles, dans le bassin).

3. Aménagements de ravines et protection de bassins versants

Le fort déboisement du pays de manière générale et du Bas Nord-Ouest en particulier, amplifié par une agriculture érosive, a rendu les versants des mornes imperméables à la rétention d'eau. Cet état entraîne un appauvrissement des sols (limitant le développement agricole) et augmente la vulnérabilité face aux inondations et à la sécheresse. Lors d'aléas climatiques importants (ondes tropicales, cyclone), cette incapacité de rétentions peut également être un terrain pour le développement de crues importantes et souvent dévastatrices pour les cultures, les habitations et l'ensemble des infrastructures).

Suite au diagnostic qui sera réalisé, un ensemble d'aménagements seront proposés afin de répondre aux problématiques soulevées ci-dessus. Voici quelques exemples des aménagements possibles :

- Des seuils (maçonnés ou de pierre sèches) : Les seuils sont écrêteurs de crues (c'est-à-dire qu'ils ralentissent la vitesse de l'eau dans la ravine limitant l'impact lors des crues importantes) et permettent la constitution de fonds frais⁴ propices au développement agricole dans les ravines permettant un rendement supérieur.

⁴ Les fonds frais se créent lorsque l'eau tombe sur les mornes et se verse dans les ravines entraînant terre et donc les sédiments également. Ces mêmes sédiments étant plus lourd que l'eau, tombent dans le fond lorsque l'eau stagne ou est très fortement ralentie (devant le seuil par exemple). L'accumulation de

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

- Des seuils bassins (maçonnés) : Ce type d'aménagements a les mêmes particularités que les seuils maçonnés présentés ci-dessus mais le seuil y est accolé à un bassin en aval permettant l'accumulation de l'eau descendant de la ravine et la collecte de l'eau de pluie. En stockant l'eau descendant de la ravine, le bassin permettra d'amplifier l'effet « écrêtage de crue ». Le bassin va également servir d'aménagement de rétention d'eau permettant une utilisation domestique (laver, nettoyer) mais également agricole (eau de boisson pour le bétail et possibilités de développement maraîcher autour). Ces ouvrages seront financés par le projet, et ne demanderont de la part de la communauté qu'un entretien régulier (selon besoin) et non coûteux (l'entretien consiste à vider les bassins des sédiments, pierres, feuilles, etc...)

Activités liées au résultat 2 : Les communautés et ménages les plus à risque améliorent et adaptent leur résilience économique

R2A1: Etude participative de la résilience économique locale pour identifier les leviers de développement économique et améliorer la durabilité des moyens de subsistance (HI/ ADEMA). Des groupes de discussion avec les petits producteurs, par type d'activités (agriculture, élevage, pêche, commerce) et par localité seront menés pour déterminer le niveau de résilience économique des communautés. Une grille d'analyse définie par HI en 2016 permet de fixer un indice de la résilience et de repérer les leviers d'amélioration de la résilience, quant à la viabilité des activités économiques, l'organisation communautaire, l'état des écosystèmes et des ressources naturelles et la préparation aux désastres. Un plan d'action est alors dressé par localité pour renforcer la résilience économique.

R2A2 : Renforcement des filières économiques locales (agriculture, élevage, pêche, commerce, etc.), notamment à travers des groupes et des organisations à base communautaire, pour améliorer l'économie locale et familiale (ADEMA). Un plan de renforcement pour 8 associations d'éleveurs, de pêcheurs sera élaboré sur la base d'un diagnostic organisationnel et de leurs capacités. Des cycles de formation pour 50 membres gestionnaires des 8 associations sur la gouvernance associative, la gestion financière, l'accès au crédit, l'inclusion des personnes en situation de handicap, la connaissance des aléas et les moyens de mitigation. Pour les membres des associations, soit 400 personnes, des formations techniques (pêche, élevage) seront organisées sur des techniques de production durables, des pratiques de gestion et l'adaptation aux changements climatiques. . Les interventions au niveau de l'élevage (essentiellement caprin) s'appuient sur une prise en compte de l'élevage traditionnel local (les chèvres sont laissées en liberté ou parfois attachées -« maré » en kréyol- la journée dans un endroit à l'abri du soleil où elles pourront paître) et une réponse aux besoins d'amélioration de ce système d'élevage. - Le développement d'élevage modèle sera basé sur la mise en place d'abris et de bassins de rétention d'eau (protection face aux aléas climatiques et attaques de chiens) et des espaces clôturés permettant des tests d'élevage en enclos et la culture d'herbe, fourrages (limite la destruction des boutures et plantations) ;
- Les poches d'élevage seront basées sur la mise en place d'abris et de bassins de rétention d'eau (protection face aux aléas climatiques et attaques de chiens) et possibilité d'abreuver les chèvres qui peuvent rester attachées (limite la destruction des boutures et plantations) ;

D'autres formations techniques, pour la diversification et l'amélioration des productions maraîchères seront proposées pour diversifier les moyens de subsistances. Les membres des associations seront ensuite accompagnés dans la mise en œuvre des techniques durables et résilientes par des techniciens locaux. Un fonds d'appui financier permettra de réaliser des aménagements de mitigation des risques, de créer un fonds de garantie pour faciliter l'accès aux crédits, et de créer un fonds de solidarité utilisable en cas d'urgence pour redémarrer les activités après une catastrophe. Pour introduire de l'innovation dans les pratiques et développer l'économie locale et circulaire, HI et ADEMA soutiendront deux « recherches-action » sur un mode d'élevage durable, adapté aux écosystèmes du Bas Nord-Ouest, et sur les filières de commercialisation d'intrants vétérinaires et de pêche.

R2A3 : Appui personnalisé à l'amélioration de la résilience économique des familles les plus vulnérables
Le projet accompagnera 150 personnes / familles vulnérables, dont des personnes handicapées et des femmes cheffe de ménage, à améliorer leur résilience économique. HI formera les équipes d'ADEMA à

ces sédiments devant le seuil (peut faire plusieurs mètres de longueur) crée un fond frais où la terre est particulièrement riche et nutritive et permet des rendements bien supérieur.

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

l'approche sociale personnalisée modélisée par HI. Les agents locaux d'ADEMA accompagneront les familles à établir un diagnostic et un plan d'action, puis à mettre en œuvre des solutions pratiques améliorant la viabilité de leur activité économique, diversifiant les sources de revenus, et réduisant leur isolement social. Des formations techniques et en entrepreneuriat et des appuis financiers pour adapter les pratiques soutiendront la réalisation des plans d'action.

Le projet a pour objectif d'installer les bénéficiaires dans une attitude responsable, au sein d'un système pérenne allant au-delà du projet et intégré à l'environnement social tout en favorisant le développement économique de la zone. De ce fait, pour les bénéficiaires identifiés comme très vulnérables (accompagnement ASP) et désirant mener un projet d'élevage, il n'est pas prévu de distributions d'animaux mais de la mise en place d'un appui financier pour l'achat de caprins pour une première capitalisation et/ou recapitalisation. Cette capitalisation ainsi que les formations et l'accompagnement doivent permettre à terme pour les bénéficiaires accompagnés de pouvoir intégrer une association ou un regroupement d'éleveurs appuyé par ADEMA pour avoir ainsi accès à des fonds de microfinance au travers des IMF partenaires d'ADEMA.

Activités liées au résultat 3 : L'approche inclusive dans la gestion de risque de catastrophes est consolidée au sein du système National de Gestion des Risques et Désastres

R3A1 : Mise en place d'ateliers d'échanges d'expériences entre pairs des départements du Sud-Est et Nord-Ouest sur la prise en compte du handicap dans la GRD. HI organisera des visites de terrain pour 50 personnes membres des COUC et des COUL du Nord-Ouest et de la PC pour s'inspirer des solutions pratiques testées et mises en œuvre dans la région du Sud-Est lors d'un précédent projet (financé par BMZ). Les participants seront invités à des ateliers thématiques dont les modules seront élaborés par HI sur les différents aspects de la GRD, sur la mobilisation (empowerment) communautaire et sur l'approche inclusive.

R3A2 : Appui aux organisations de personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables dans la mise en œuvre d'activités de sensibilisation, formation et accompagnement au niveau national, départemental et local pour la prise en compte des groupes à risque, dont les personnes handicapées dans le SNGRD. HI facilitera des diagnostics participatifs sur les capacités de 2 à 4 organisations à accompagner les acteurs de la GRD à mettre en place des solutions pour inclure les personnes handicapées et les autres groupes vulnérables dans les différentes activités de préparation et de réponse aux catastrophes. HI accompagnera les organisations à mener au moins 3 actions de sensibilisation et de formation auprès des différents acteurs, en partenariat avec le BSEIPH.

R3A3 : Accompagnement et appui technique à la DPC dans la consolidation de l'approche inclusive dans la gestion de risques de désastres à travers un renforcement des capacités des comités thématiques et techniques aux différents échelons du SNGRD. HI organisera un atelier avec les membres de la DPC pour tirer les enseignements des résultats du projet mis en œuvre dans le Sud-Est en 2014-2016 et définir les besoins en appui technique pour adapter les outils et les documents produits par le CTESP. Des sessions de formation sur l'inclusion des groupes vulnérables seront organisées pour 15 personnes du CDGRD et 10 personnes du CTESP. HI mettra à disposition un conseiller technique sur la GRD inclusive pour améliorer la qualité et le niveau d'inclusion des outils et documents de communication et d'éducation du CTESP.

R3A4 : Renforcement des capacités du BSEIPH par un appui technique afin d'augmenter leur capacité de dialogue avec les acteurs institutionnels et communautaires au Sud-Est et au Nord-Ouest. HI facilitera un diagnostic participatif des capacités du BSEIPH à intégrer durablement les CLPC ou CCPC dans les deux départements. HI soutiendra l'installation d'un relais du BSEIPH dans le département du Nord-Ouest et organisera des sessions de formation et de coaching pour 15 personnels des BSEIPH au niveau central et des deux départements selon le plan de renforcement de capacités établi. HI facilitera des réunions et des journées d'étude entre les BSEIPH départementaux et les OPH pour concrétiser une feuille de route commune de plaidoyer auprès des acteurs institutionnels et communautaires.

1.2.2. Negative impacts (do no harm)

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

Les visites de terrain et les consultations préliminaires avec les acteurs ont pris en compte une analyse « do no harm » telle que promue par BMZ. HI et ses partenaires ont identifié 3 types d'activités qui pourraient avoir des conséquences négatives et vont nécessiter une gestion particulière dès le démarrage du projet :

- La compétition pour l'accès aux ressources naturelles et financières entre les individus est une problématique présente dans la zone du projet. L'appui technique et financier à des groupes de petits producteurs pourrait générer des tensions entre les membres du groupe et avec d'autres personnes de la communauté. Pour minimiser cet impact négatif, *le projet débutera par des activités de mobilisation et d'organisation communautaire sans enjeu financier*, de façon à créer les conditions de dialogue intra-communautaire basées sur la confiance. Une méthodologie de projet favorisant la participation constante des communautés sera appliquée pour que les décisions quant aux allocations des moyens soient acceptées par le plus grand nombre.
- Les activités économiques des habitants de la zone portent essentiellement sur la pêche et le petit élevage, deux activités pouvant avoir un impact négatif sur les écosystèmes locaux. Les petits producteurs seront accompagnés par le projet pour analyser l'état des ressources naturelles (sols, végétation, eau, stock de poissons) et *adopter des techniques de pêche et d'élevage durable*, ainsi que des pratiques de gestion des stocks évitant le gaspillage.
- *L'aménagement des bassins versants* peut être dommageable pour l'environnement s'ils sont mal conçus et mal adaptés au terrain. HI et ADEMA emploieront des ingénieurs qualifiés pour les phases d'étude préalables et pour la mise en œuvre des aménagements. Le projet inclut des visites d'études d'aménagements réalisés dans d'autres vallées du nord d'Haïti pour analyser les différentes options possibles et *tirer les enseignements des expériences probantes*.

1.2.3. Building of structures / Cooperation with (sub)national actors

Le projet inclut des activités de coopération et de renforcement de capacité à tous les échelons des acteurs de la GRD. La centrale de la DPC (niveau national), le CDGRD (niveau départemental), les COUC (niveau communal) et les COUL (niveau communautaire/localité). Au niveau national et départemental, les faiblesses se situent dans les capacités à institutionnaliser l'inclusion des personnes les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées, dans les mécanismes de préparation et de gestion des désastres. Au niveau communal et local, les faiblesses se situent dans la capacité opérationnelle du système et l'approche communautaire. En renforçant ces capacités, le projet s'inscrit dans le Plan National de GRD.

1.2.4. Links to other activities / connectedness

La mise en œuvre du projet sera coordonnée avec les autres organisations opérant dans le Nord-Ouest, notamment Welthungerhilfe/ Agro action Allemande (AAA) qui soutient le développement rural dans les communes de Jean Rabel et Baie de Henne mais également sur le Môle Saint Nicolas et Bombardopolis en aval des zones ciblées par le projet permettant ainsi une synergie des impacts. Le projet s'appuie sur les réalisations de l'ONG Initiative Développement qui a soutenu l'émergence et la structuration d'ADEMA et la création de groupes de petits producteurs à travers des projets de développement local (financement UE). Le projet renforce ces actions en améliorant la résilience et la continuité. Le projet s'appuie sur les réseaux de bénévoles de la Croix Rouge Haïtienne présents au niveau des localités et des communes et renforce leurs capacités au niveau communautaire et en terme d'inclusion. Le projet complète l'appui du PNUD/ OCHA qui se concentre sur les structures départementales et nationales de GRD. HI participe aux réunions mensuelles de la GRD pour s'assurer de la coordination du projet avec les acteurs clés. L'approche du projet reprend grandement les bonnes pratiques testées et mises en œuvre dans le Sud-Est en 2014-2016 avec le financement de BMZ. Les équipes du projet se référeront pour cela à la publication de HI « Guide de préparation communautaire inclusive aux risques de désastres », et à un outil de mesure de la résilience économique développée et testée en Haïti en 2016 sur le concept de résilience modélisé par OXFAM et DFID.

1.2.5. Exit and handover strategies

Le projet permet de préserver l'impact des réalisations précédentes d'Initiative Développement et d'ADEMA, quant au développement communautaire et de rendre opérationnel le SRGRD mis en place

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

avec le soutien de PNUD/OCHA. La conception du projet met l'accent sur le renforcement des capacités et l'autonomisation des acteurs locaux de la GRD, d'abord au niveau communautaire, en s'assurant du soutien du niveau communal, départemental et national. Le projet n'engendre pas de dépendance financière pour les structures mises en place, ce qui facilite la fin du projet. Par ailleurs, le projet vise à mettre en lien les populations vulnérables du Bas Nord-Ouest avec les institutions de microfinance de la zone permettant à moyen terme une pérennité des circuits de financement et les organisations de la société civile œuvrant pour les personnes vulnérables. La mise en lien avec les organisations de personnes handicapées ou d'autres groupes vulnérables (associations de femmes), de façon à bénéficier dans le futur des actions d'HI en faveur des personnes handicapées. Les informations collectées sur la situation des groupes vulnérables permettront à HI de formuler de nouveaux projets pour répondre aux priorités identifiées (santé, éducation, insertion sociale et économique, etc.). A la fin du projet, l'analyse de la situation quant à la gestion des risques, à l'état des ressources naturelles, et à la préservation des écosystèmes sera communiquée aux autorités et aux agences œuvrant dans ces domaines.

1.3. Management

1.3.1. Ongoing management, coordination

La coordination générale de la mise en œuvre du projet sera assurée par le bureau d'HI à Haïti. La mise en œuvre des activités a été répartie entre ADEMA et HI. ADEMA est chargée de mettre en œuvre les activités au niveau communautaire : la mobilisation communautaire, la participation à l'enquête CAP, les travaux de mitigation des risques, l'appui aux associations de petits producteurs, et le soutien personnalisé aux familles vulnérables. HI assure les activités de renforcement de capacités en terme de GRD aux différents échelons du système opérationnel, en terme d'inclusion du handicap et d'autres types de vulnérabilités dans l'ensemble des activités, et en terme méthodologique et technique à ADEMA, aux OPH et au BSEIPH en s'appuyant sur les enseignements des précédents projets mis en œuvre par HI et d'autres organisations.

L'équipe projet sera constituée par l'équipe ADEMA et l'équipe HI:

ADEMA mobilisera son directeur exécutif (18%) chargé de coordonner les activités avec HI et les autres acteurs locaux et d'encadrer l'équipe projet :

- un Responsable de volet GRD, en charge de la mobilisation communautaire, de l'appui au dispositif de GRD communautaire et de la mise en œuvre des travaux de mitigation. Il supervisera deux agents de terrain en lien constant avec les localités les plus à risque.
- un Responsable de volet Appui aux petits producteurs (30 mois), en charge de l'appui aux associations locales et de l'amélioration de la résilience des activités économiques. Il sera assisté d'un Conseiller Technique en agro-économie (18 mois).
- Un Responsable de volet Activités Génératrices de Revenus (30 mois), en charge de suivre la mise en œuvre des activités économiques des familles soutenues par le projet. Il supervisera 3 techniciens (30 mois) qui conseilleront les petits producteurs sur les techniques et pratiques de gestion durables et accompagneront les familles les plus vulnérables à améliorer et diversifier leurs revenus.
- Un administrateur, chargé de la comptabilité, de la gestion financière et de la logistique. Il supervisera un chauffeur à disposition de l'équipe.

HI nommera un Chef de Projet Nord-Ouest qui sera responsable d'encadrer l'équipe projet et de gérer la coordination avec ADEMA. Le chef de projet sera placé sous la responsabilité hiérarchique du Coordinateur Opérationnel basé à Port-au-Prince (14%), dont la mission est d'assurer la cohérence et la qualité de la programmation et du suivi des projets et en lien fonctionnel direct avec le directeur d'ADEMA. La Directrice de Programme contribuera au projet en veillant au respect des engagements contractuels, aux relations institutionnelles et aux synergies avec les autres programmes financés. Elle est assistée dans sa mission par le Responsable Comptable/finance (33%), le Responsable logistique (33%), le Responsable Administration/Ressources humaines (33%). Le Chef de Projet encadrera :

- un Responsable de Volet Sensibilisation/plaidoyer (24 mois), en charge d'accompagner le BSEIPH et les organisations de personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables à concevoir des actions de plaidoyer, de formation et d'accompagnement des acteurs de terrain à davantage prendre en compte la dimension du handicap et d'autres facteurs de vulnérabilité.

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

- un Conseiller Technique en GRD inclusive (18 mois), chargé d'évaluer les besoins en renforcement de capacités des acteurs de la GRD, de concevoir des modules de formation et d'accompagner et coacher les acteurs de terrain en fonction des besoins identifiés. Le Conseiller Technique sera secondé par un Responsable de Volet GRD inclusive (12 mois) et le formera pour assurer le soutien technique aux partenaires et aux acteurs locaux.

Conformément à la politique de suivi et d'évaluation de HI, le projet utilisera l'approche de planification, de suivi et d'évaluation (PSE), sur la base des éléments du cadre logique et d'éléments de Suivi & Evaluation qui captent les processus de développement complexes des activités. Le cadre PSE englobe les composantes internes et externes, y compris:

- Un comité de pilotage du projet composé de représentants d'ADEMA, du BSEIPH, de la PC, du CRGRD et de HI se réunira tous les 6 mois pour faire le point sur la stratégie du projet, analyser le potentiel impact et pour assurer la coordination générale avec les acteurs clés.
- Un comité de suivi opérationnel composé de représentants d'ADEMA et de HI se réunira mensuellement. Les réunions impliquent des exercices opérationnels et de planification, ainsi que des commentaires des parties prenantes du projet dans le but d'effectuer une analyse en temps réel de ce qui fonctionne, des retards et obstacles éventuels, afin d'opérer des ajustements dans les méthodologies et, le cas échéant, la réorientation des activités.
- Le Suivi du processus global de mise en œuvre par le biais de revues trimestrielles de projets où l'avancement des activités, l'atteinte des indicateurs et l'utilisation du budget sont analysés. Les agents de terrain utiliseront l'application iData⁵ sur tablettes pour collecter les informations sur la situation de départ puis enregistrer les changements parmi les bénéficiaires selon les indicateurs du projet. Une baseline CAP complètera les données de départ du projet et sera comparée à une enquête CAP (endline) en fin de projet.
- Un processus d'Assurance Qualité fourni par les conseillers et experts techniques de HI tout au long de la durée de vie du projet, par des conseils à distance et des visites de terrain.
- Une visite de Suivi sera menée par HI Allemagne pour observer et rendre compte des progrès réalisés, comprendre les difficultés liées au contexte et fournir des recommandations pour son amélioration.
- Une évaluation interne à mi-parcours sera menée pour examiner les progrès du projet et vérifier le niveau d'atteinte des engagements de HI et de ses partenaires. Ce sera l'occasion d'ajuster l'approche et les activités du projet si nécessaire pour assurer l'atteinte des impacts souhaités.
- L'analyse des leçons apprises : une auto-évaluation sera réalisée avec les partenaires et les groupes cibles pour déterminer l'impact et identifier les leçons clés de l'expérience.
- Un audit financier externe et une évaluation finale externe du projet détermineront l'efficacité, l'efficience et la pertinence des activités menées.

Le montant budgété sur la ligne évaluation correspond uniquement à une évaluation externe finale opérationnelle du projet.

L'évaluation devra permettre de confirmer et de mettre en lumière plusieurs éléments :

- Les communautés du Nord-Ouest ciblées par le projet ont amélioré leurs capacités de répondre aux catastrophes liées aux aléas climatiques (cyclone, inondation, sécheresse) ;
- Les communautés du Nord-Ouest ciblées par le projet ont amélioré leurs capacités de résilience économique et de relèvement suite aux catastrophes ;
- Les groupes intervenant (CDGRD, COUC, COUL, EIC) du Nord-Ouest dans le SNGRD sont en capacités et ont les moyens de répondre à leur responsabilités ;
- La notion d'inclusion est mieux intégrée dans les textes, documents, procédures ainsi que dans le fonctionnement du SNGRD au niveau local (NO) et national ;
- Les PH ont de meilleures connaissances de leur droit et un changement de « regard » vis-à-vis des PH est constaté dans la communauté.

1.3.2. Project risk management

⁵ Consulter la capsule vidéo de présentation de l'application (5 min) : <https://youtu.be/sBIJO16TJQA>

Budget item 68706**Application template for new transitional development assistance projects 2017**

Risque	Probabilité	Stratégie de prévention et de mitigation
Le climat politique et social génère des tensions qui ne permettent pas la mise en œuvre du projet avec la DPC, le BSEIPH, les mairies et les communautés selon le calendrier prévu.	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation communautaire et approche participative dès le début du projet pour obtenir le soutien des communautés ; autonomisation du partenaire local. - Ajustement du calendrier pour permettre la mise en œuvre des activités communautaires que le partenaire local peut mettre en œuvre.
Les membres de la DPC et CDPC ne se rendent pas disponibles selon le calendrier prévu.	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - La DPC est représentée au Comité de Pilotage. - Réunions régulières avec la DPC. - Ajustement du calendrier en privilégiant les collaborations avec la société civile et les groupes communautaires
Les autorités locales et les communautés participent peu aux activités de concertation locale et de mobilisation communautaire	Basse	<ul style="list-style-type: none"> - Les acteurs ont déjà été approchés et leurs priorités et contraintes ont été prises en compte dans le projet. - Ajustement et renforcement des stratégies et des approches participatives avec des temps suffisamment long de sensibilisation - Constitution d'un noyau de volontaires et identification de « champions » parmi les autorités et les volontaires.
Les catastrophes naturelles freinent ou ne permettent pas la mise en œuvre du projet	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Des actions de surveillance régulières sont mises en place. HI a développé des capacités de réponses rapides aux différentes situations d'urgence dans de nombreux pays en fonction des besoins soit par la mobilisation immédiate des équipes sur place, soit par le développement rapide d'équipes d'urgence. Suite au séisme de 2010 et plus récemment à l'ouragan Matthews, ADEMA a développé dans ses domaines de compétence des réponses d'urgence sur ses zones d'intervention. - Redéfinition de la stratégie d'intervention en relation avec le bailleur en s'adaptant aux besoins prioritaires. - Ajustement du calendrier pour privilégier des activités de renforcement de capacités.
Les partenaires du projet ne respectent pas leurs engagements	Basse	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration participative des contrats de partenariat et mise en place d'un comité de pilotage
Les catastrophes naturelles ainsi que leurs conséquences compromettent la sécurité du personnel	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> - Des actions de surveillance régulières sont mises en place. HI a développé des capacités de réponses rapides aux différentes situations d'urgence dans de nombreux pays en fonction des besoins

1.3.3. Proof of the use and distribution of funds

HI a mis en place en Haïti des procédures très claires pour l'engagement des dépenses selon les règles d'usage du contrôle interne (séparation des pouvoirs) pour prévenir les risques financiers et optimiser les l'utilisation des moyens financiers. La procédure est connue par l'ensemble du personnel qui est régulièrement formé sur son utilisation. Elle stipule clairement les rôles de chaque partie en ce qui concerne l'engagement de la dépense (demande puis validation), l'autorisation de paiement, le décaissement, et la réception des marchandises ou du service. Pour permettre l'utilisation des fonds, les étapes suivantes sont mises en œuvre:

- Identification des besoins communiqués par une demande formelle, c'est-à-dire une demande de service d'achat par le chef de projet au responsable du service logistique.
- La demande est soumise à différentes validations sur le terrain, au niveau national ou régional selon le montant et la nature de l'utilisation prévue des fonds. Ceci est identifié par des codes uniques pour distinguer les dépenses du projet.

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

- La demande est traitée selon la procédure d'achat pertinente conformément aux procédures internes du bailleur et de l'organisation.
 - Le paiement correspondant aux besoins demandés est traité en fonction des approbations internes de la preuve de paiement, y compris les factures admissibles et les pièces justificatives requises par nature de dépense, y compris les contrats signés avec les différentes parties concernées par le projet.
- A des fins de contrôle et de respect des procédures, les copies originales des transactions sont conservées pendant au moins 13 ans selon les règles internes de HI et disponibles pour vérification au besoin.

Un plan d'approvisionnement sera développé au début du projet en indiquant les achats prévus de matériaux, de biens, de services et d'activités dans le cadre des différentes activités et mis à jour chaque trimestre. Les fournisseurs potentiels d'approvisionnement et de services seront identifiés et les contrats seront signés pour la prestation des services. Les commandes seront effectuées à la suite de processus internes de validation en fonction des besoins pré identifiés dans le plan d'approvisionnement et aussi pendant la mise en œuvre des activités.

Un système d'inventaire sera développé pour suivre le stock d'articles achetés et stockés avec les partenaires. Des certificats de don seront signés par les partenaires lors de la réception des articles pour stockage.

Pour les travaux d'aménagements, les certificats d'achèvement seront signés comme preuve d'accomplissement du travail. Enfin, des photos seront également prises pour montrer la preuve de la mise en œuvre des activités.

2. Proposed financing plan

Please give a brief overview of the financing plan, especially in terms of intended staff costs. Please fill in the attached financing plan and submit it as annex. The annual budgets must be divided into individual budget lines for each year.

3. Implementation timeline

Detailed description of the implementation plan for the first 12 months starting from the beginning of the project, including the intended duration of the project

Durée du projet : 36 mois

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Installation de l'équipe projet HI/ ADEMA et des mesures de gestion et de suivi de projet	■											
Activités liées au Résultat 1												
R1A1 : Mise en œuvre d'une enquête CAP		■	■									
R1A2 : Elaboration participative d'une évaluation inclusive des vulnérabilités et des capacités				■	■	■						
R1A3 : Appui à l'élaboration de plans d'urgence communautaires inclusifs, au renforcement des systèmes d'alerte précoce communautaires et au renforcement des capacités de réponse d'urgence						■	■	■	■	■		
R1A4 : Appui aux EIC, à la Protection Civile et la CRH dans l'accompagnement des familles les plus à risque à la mise en place des plans d'urgence familiaux										■	■	■
R1A5 : Campagnes de sensibilisation inclusive au niveau communautaire sur la réduction des risques											■	■

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
R1A6 : Mise en œuvre d'ouvrages de mitigation avec les communautés pour limiter les impacts négatifs des aléas												
Activités liées au Résultat 2												
R2A1 : Etude participative de la résilience économique locale pour identifier les leviers de développement économique et améliorer la durabilité des moyens de subsistance												
R2A2 : Renforcement des filières économiques locales pour améliorer l'économie locale et familiale												
R2A3 : Appui personnalisé à l'amélioration de la résilience économique des familles les plus vulnérables												
Activités liées au Résultat 3												
R3A1 : Mise en place d'ateliers d'échanges d'expériences entre pairs des départements du Sud-Est et Nord-Ouest sur la prise en compte du handicap dans la GRD												
R3A2 : Appui aux organisations de personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables dans la mise en œuvre d'activités de sensibilisation, formation et accompagnement au niveau national, départemental et local pour la prise en compte des groupes à risque												
R3A3 : Accompagnement et appui technique à la DPC dans la consolidation de l'approche inclusive dans la gestion des risques et des désastres												
R3A4 : Renforcement des capacités du BSEIPH par un appui technique afin d'augmenter leur capacité de dialogue avec les acteurs institutionnels et communautaires au Sud-Est et au Nord-Ouest												

4. Services

4.1. Applicant

HI a un rôle à 3 volets dans le projet :

1. Technique : HI mettra en œuvre directement les activités de renforcement de capacités liées au Résultat 1 et 3 du projet. HI mettra à disposition son expérience d'accompagnement des acteurs locaux à inclure les personnes vulnérables, dont les personnes handicapées, dans l'ensemble des services proposés. HI utilisera son réseau international pour proposer des solutions et des innovations aux problèmes identifiés par les partenaires locaux. HI facilitera les processus de capitalisation des bonnes pratiques comme lors du projet mis en œuvre dans le Sud-Est en 2014-2016.

2. Méthodologique : HI accompagnera le partenaire national ADEMA et renforcera ses capacités en terme méthodologique de gestion de projet et d'inclusion des personnes vulnérables, par des actions de formation et de coaching.

3. De coordination : HI assurera en outre la supervision générale du projet sur place et la coordination avec l'ensemble des acteurs de la GRD, de l'inclusion des personnes handicapées, et du développement rural durable. HI s'assure de l'utilisation des fonds selon les règles du bailleur et les règles internes à HI.

Pour cela HI recrutera un chef de projet et un conseiller technique à l'international avec l'expérience nécessaire pour interagir avec le personnel sénior de la DPC et avec l'expertise nécessaire pour soutenir l'ensemble des acteurs. Le Chef de Projet et le Conseiller technique intégreront l'équipe et les bureaux d'ADEMA pour améliorer le niveau d'expertise technique et organisationnel des cadres et des techniciens d'ADEMA. Le conseiller technique sera chargé de former et d'accompagner l'ensemble de l'équipe projet

Budget item 68706

Application template for new transitional development assistance projects 2017

d'ADEMA pour pérenniser le savoir et savoir faire sur la zone et poursuivre l'accompagnement des acteurs.

4.2. Local implementing organization

ADEMA est le partenaire opérationnel chargé de mettre en œuvre les activités à base communautaire et les appuis au développement des activités économiques des petits producteurs et des familles vulnérables dans le Bas Nord-Ouest. ADEMA est une ONG créée en Haïti le 9 juillet 2005. ADEMA travaille afin de contribuer au développement du bas Nord-Ouest d'Haïti en y accompagnant les collectivités territoriales, les services déconcentrés de l'État et les organisations de la société civile. En vue d'améliorer l'accès des populations aux services de base, ADEMA a développé une approche participative et une expertise technique dans les domaines de l'éducation, du développement local, de la sécurité alimentaire et de l'eau et de l'assainissement. ADEMA est financé par divers bailleurs internationaux pour un budget annuel supérieur à 1 million d'Euros. ADEMA compte un effectif de 40 salariés et nombre de jeunes bénévoles. ADEMA a accompagné l'émergence de groupes et d'associations de petits producteurs dans les zones cibles du projet. <http://ademahaiti.org/fr/>

Pour le projet, ADEMA mobilisera ses ressources humaines internes pour les affecter au projet sur le temps défini. Les personnels d'ADEMA ont développé une solide expérience de mobilisation communautaire dans la zone du projet. Le projet constitue une opportunité pour ADEMA d'élargir son réseau de professionnels (compétences GRD inclusive) et d'apporter de l'innovation dans les domaines du développement rural et de la sécurité alimentaire dans le bas Nord-Ouest.

4.3 Additional services

Le projet sera financé à 100% par BMZ.

4. Special added value (optional)

Le projet est basé sur une approche inclusive au sens large. Il soutient des acteurs mainstream (non spécialisés sur la question des groupes vulnérables) à prendre en compte le handicap, le genre et tout autre facteur de vulnérabilité. Cette approche, bien que largement acceptée par les agences de développement, n'a pas été mise en application de façon systématique avec les mesures qui permettent une réelle équité d'accès aux services de protection et d'appui à la résilience. Ce projet est une opportunité pour démontrer qu'une approche pleinement inclusive peut être adoptée par des acteurs non spécialisés.

Le projet présente également une approche intégrée de la GRD avec un volet spécifiquement consacré à la résilience économique. Ce volet sera soutenu par l'utilisation d'un outil développé par HI en 2016 pour mesurer la résilience économique et offrir des pistes de travail aux agents de terrain et aux familles. La mise en œuvre de cet outil sera documentée pour en améliorer l'utilisation sur divers terrains d'intervention dans le monde.